

DIAL 2464

AMÉRIQUE LATINE - Nouveaux cardinaux, vieux défis

Stephen T. de Mott

dimanche 15 avril 2001, mis en ligne par [Dial](#)

Le pape Jean-Paul II a nommé onze nouveaux cardinaux latino-américains. Qui sont-ils ? Quelles orientations représentent-ils pour l'Église d'Amérique latine ? C'est ce que tente d'explicitier Stephen T. de Mott dans un article publié dans Noticias Aliadas le 26 février 2001.

Les onze nouveaux cardinaux latino-américains qui ont reçu leurs chapeaux au Consistoire qui a eu lieu au Vatican le 21 février, représentent des tendances contradictoires dans les diocèses qu'ils gouvernent en Amérique centrale et du Sud. Depuis l'archevêque controversé de Lima Juan Luis Cipriani, âgé de 57 ans, premier cardinal de l'Opus Dei dans l'histoire, jusqu'au très cher Julio Terrazas Sandoval, âgé de 64 ans, premier bolivien de naissance à accéder au cardinalat, ce pot-pourri de prélats reflète quelques-uns des défis qu'affrontent actuellement l'Amérique latine et l'Église catholique.

Les autres nouveaux princes de l'Église sont les archevêques Jorge Mario Bergoglio sj, 64 ans, Buenos Aires, Argentine ; Geraldo Majella Agnelo, 67 ans, São Salvador de Bahia, Brésil ; Claudio Hummes, ofm, 66 ans, São Paulo, Brésil ; Antonio José González Zumárraga, 75 ans, Quito, Équateur ; Pedro Rubiano Sáenz, 68 ans, Bogotá, Colombie ; Francisco Javier Errázuriz Ossa, 67 ans, de la communauté Schönstatt, Santiago, Chili ; Oscar Andrés Rodríguez Madariaga, sdb, 58 ans, Tegucigalpa, Honduras ; Ignacio Antonio Velasco García, sdb, 72 ans, Caracas, Venezuela et Jorge María Mejía, 78 ans, Argentine, chef de la Bibliothèque et des Archives du Vatican.

Ajouter davantage de Latino-Américains à la liste de ceux qui pourront élire le pape a entraîné des spéculations sur le fait que le pontife suivant pourrait provenir de la région qui contient la moitié des catholiques du monde. Le nombre des cardinaux latino-américains avec droit de vote atteint maintenant 27. Cependant, les 65 cardinaux européens en âge d'être électeurs représentent presque la moitié des votes. L'Amérique du Nord, l'Afrique et l'Asie ont 13 électeurs chacune, tandis que l'Océanie en a 4. Les papes sont choisis à la majorité des deux tiers.

En affrontant la réalité

Les évêques latino-américains, qui sont dans leur majorité les administrateurs prudents et soigneux d'une antique institution, sont également des pasteurs qui ont pour tâche de donner de l'espérance et de guider une population qui souffre de pauvreté chronique, chômage, violence, trafic de drogues, militarisme et corruption généralisée. En dépit de l'option pour les pauvres et de la doctrine sociale de l'Église catholique qui estime que la propriété privée implique une « hypothèque sociale » qui doit être réglée aux plus nécessiteux, l'Amérique latine et les Caraïbes souffrent toujours de la plus grande inégalité du monde. Près de 220 millions de ses habitants, soit 45 % de la population de la région, vivent dans la pauvreté. Sur ce nombre, quelque 117 millions sont des enfants et des adolescents de moins de 20 ans, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Rodríguez, salésien et premier cardinal hondurien de l'histoire, est un prélat qui a assumé avec prudence le défi social. Suivant l'initiative du pape Jean-Paul II, il a critiqué le poids de la dette extérieure, condamné la corruption et réclaté l'élimination de la pauvreté. Il fut aussi une pièce clef dans le démantèlement de la police secrète hondurienne et il fut à la tête d'une commission pour créer une nouvelle force de police. Toutefois, aucune de ces questions n'est considérée comme objet de controverse au Honduras. Rodríguez a étudié la théologie morale à Rome et la psychologie en Autriche, il parle plusieurs langues et joue du piano. Les prêtres progressistes ne sont pas très enthousiasmés par lui, mais ils apprécient son leadership dans la question de la dette extérieure.

Ensemble avec les mineurs

Terrazas, rédemptoriste d'origine modeste, né à Vallegrande, Bolivie, n'est pas un inconnu dans les longs conflits du travail de son pays. Radical dans son message social mais conservateur dans le domaine ecclésial comme Jean-Paul II, Terrazas s'est rendu aux mines des environs d'Oruro pour soutenir les travailleurs en grève.

À Santa Cruz, il a dénoncé la corruption gouvernementale, demandé une distribution équitable de la richesse, défendu les droits des prisonniers et promu activement la participation des laïcs dans l'Église catholique.

À l'autre extrême de l'éventail épiscopal, il y a Juan Luis Cipriani, l'archevêque controversé de Lima, le plus jeune des nouveaux cardinaux, accusé par le Front de défense du peuple d'Ayacucho d'être un « ennemi déclaré des droits humains » et le « défenseur des responsables de tortures, morts et disparitions ». Cipriani, l'ex-archevêque de Ayacucho, ville des Andes du sud, qui fut l'épicentre de la violence politique dans les années 80 et le début des années 90, devint tout à coup célèbre en 1996 lorsqu'il intervint comme médiateur entre le gouvernement péruvien et les rebelles du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru qui avaient occupé la résidence de l'ambassadeur du Japon et retenu 72 otages pendant 126 jours. Dans l'opération de sauvetage, moururent un otage, deux commandos de l'armée et les 14 guérilleros.

Le romancier péruvien Mario Vargas Llosa est l'une des nombreuses personnes qui accusent Cipriani, ancienne vedette du basket et fils d'un éminent ophtalmologue de Lima, de défendre l'administration corrompue de l'ancien président Alberto Fujimori. Le nouveau cardinal a répondu que les critiques proviennent de petits groupes « agressifs ».

Restaurer le christianisme

Selon le théologien Joseph Comblin, prêtre belge qui a passé la plus grande partie de sa vie en Amérique du Sud, Cipriani, un des sept évêques de l'Opus Dei au Pérou, fait partie d'un mouvement de « restauration du christianisme ». Dans son livre « Cristianos rumbo al siglo XXI : Nuevo camino de liberación » [Chrétiens vers le XXIème siècle : nouveau chemin de libération], Comblin montre le fort appui donné par le Vatican à l'Opus Dei, Communion et libération, Schönstatt et Sodalicio, organisations conservatrices et élitistes connues. Pendant tout son pontificat, le pape Jean-Paul II a nommé de nombreux évêques indifférents et même hostiles aux mouvements des droits humains. La nomination de cardinaux correspond en général aux diocèses où il y a eu ce précédent.

« L'Église catholique a acquis la réputation d'être une organisation qui défend l'ordre moral dans le monde », dit Comblin dans son livre, ajoutant que l'option pour les pauvres, la promotion du laïcat et la défense vigoureuse des droits humains font l'objet de peu d'attention. « Il semble que sa mission est de combattre l'adultère, l'avortement, le contrôle de la natalité, les drogues, la violence de la rue et tout cela. La figure patriarcale du curé de paroisse occupe tout l'espace et laisse les laïcs dans l'immobilisme. »

À une distance prudente de la politique

Bien que les évêques puissent considérer que leur tâche principale est de préserver la pureté de la doctrine et de maintenir la discipline dans l'Église, il leur est difficile en Amérique latine d'ignorer le mécontentement social. En Argentine, l'archidiocèse du nouveau cardinal de Buenos Aires fait face à un chômage chronique et à des manifestations de travailleurs chaque fois plus actives. Bergoglio, jésuite dont l'ascension a été décrite comme « météorique » est caractérisé par la presse locale comme « orthodoxe dans les affaires doctrinales, mais avec le souci des questions sociales ». À l'inverse de son prédécesseur, le feu archevêque Antonio Quarricino, conservateur au mauvais caractère et ami du président Carlos Menem (1989-1999), Bergoglio a gardé un profil bas et une distance prudente par rapport au pouvoir politique.

Le nouveau cardinal chilien, reconnu comme modéré, est représentatif de la communauté conservatrice Schönstatt, chaque jour plus influente, organisation religieuse extrêmement disciplinée et dont les racines sont en Allemagne. Le journal de Santiago El Mercurio signale la capacité qu'a le prélat de « promouvoir le consensus et le dialogue entre tous les secteurs du pays ». Errázuriz a récemment demandé que le jugement contre l'ancien dictateur Augusto Pinochet soit suspendu en raison des 85 ans du général et de sa mauvaise santé. Il demandait en même temps que les cas des détenus disparus soient éclaircis.

La violence politique en Colombie, qui fait 3 000 morts chaque année, est la principale préoccupation sociale de Mgr Rubiano. Les dirigeants syndicaux sont particulièrement vulnérables. 128 ont été assassinés en 2000 et déjà 8 l'ont été cette année. Rubiano est considéré comme conservateur, mais plus modéré que les autres cardinaux colombiens, Alfonso López Trujillo et Darío Castrillón Hoyos, tous deux fonctionnaires du Vatican et critiques ouvertement déclarés de la théologie de la libération. López décrit une fois la mission de l'Église définie à partir des pauvres comme « une pieuvre qui attrape sa victime avec ses tentacules de manière douce et souple et qui finalement l'opprime avec une force peu commune ». Les théologiens de la libération ont répliqué que leurs propositions reflètent seulement la pauvreté persistante et l'oppression qui sévissent dans la région.

Rubiano, né dans la région productrice de café au sud-est de Bogotá, a pris position en faveur de la démobilisation des groupes rebelles colombiens et de la libération immédiate et inconditionnelle de plus de 500 soldats et policiers détenus par la guérilla. Il a également sollicité l'aide internationale pour atteindre la paix. Il a soutenu que les fonds du Plan Colombie devraient être utilisés pour payer les paysans afin qu'ils substituent à la culture de la coca des produits légaux et pour les aider à trouver des marchés.

González, de l'Équateur, homme réservé qui se sent plus à l'aise dans l'animation de programmes de catéchèse et l'établissement de nouvelles paroisses que dans la prise en compte des questions sociales, a vu son diocèse bouleversé par des manifestations violentes de travailleurs opposés aux mesures économiques du gouvernement et par des groupes indigènes qui ont soutenu des grèves de la faim pour défendre leurs droits. Au lieu des méditations habituelles sur les saints à la radio et à la télévision, on l'a entendu en appeler à un « dialogue qui laisse de côté les positions personnelles et les intérêts de certains groupes puissants, et qui se préoccupe des besoins du pays. » Cet avocat en droit canon, conservateur, qui a écrit sa thèse de doctorat sur le problème indigène dans l'Équateur colonial, est fils d'un grand propriétaire terrien de Pujilí, un des centres les plus importants du mouvement indigène.

Un conciliateur à Caracas

Le nouveau cardinal de Caracas a attiré l'attention du public lorsqu'il défendit la cause des peuples indigènes vénézuéliens alors qu'il était vicaire apostolique de 1985 à 1995 à Puerto Ayacucho, dans l'État d'Amazonie. La désignation de Velasco comme évêque de Caracas en 1995 prit beaucoup de gens par surprise et fut interprétée comme une décision du Vatican en faveur du consensus et de la paix au sein de la conférence épiscopale. Le prélat jovial garda un profil bas et prit des positions de conciliation à l'égard du régime autoritaire de l'extravagant président Hugo Chávez. Velasco, qui a permis au mouvement conservateur Nouveau catéchuménat de construire un séminaire dans son diocèse, est le quatrième prélat

vénézuélien à recevoir le chapeau.

Le Brésil, qui est la scène de troubles sociaux et d'une activité croissante de la part des organisations de base telles que le Mouvement de travailleurs ruraux sans terre, a deux nouveaux cardinaux. Ils sont considérés conservateurs d'un point de vue doctrinal mais fermes partisans d'actions sociales en faveur des pauvres. Hummes, franciscain et archevêque de São Paulo, s'est rendu célèbre en soutenant une grève ouvrière quand il était évêque du diocèse de Santo André. Majella, de São Salvador de Bahia, est un des fondateurs de la Pastorale de l'enfance, qui fut récemment nommé pour le Prix Nobel de la paix par le gouvernement brésilien.

Bien que Hummes, qui a un doctorat de philosophie obtenu à Rome, soutienne le mouvement spiritualiste Renouveau charismatique, il appuie aussi le travail pastoral avec les jeunes, coordonné par le P. Júlio Lancelotti, une des principales figures dans la lutte pour la défense des droits des enfants et des adolescents au Brésil. À la tête d'un diocèse conflictuel depuis 1998, Hummes a remplacé le cardinal Paulo Evaristo Arns, identifié universellement avec l'Église populaire au Brésil. En 1980, Hummes a été délégué de la Conférence nationale des évêques du Brésil au Synode sur la famille, et en 1990 il a participé au Synode pour l'Amérique à Rome.

Un des grands défis de Majella dans le diocèse de São Salvador de Bahia -fondé il y a 450 ans, le premier du Brésil colonial -, a été de renouer le dialogue avec les religions afro-brésiliennes. Bien que l'œcuménisme et le dialogue interreligieux soient deux domaines étroitement surveillés par le Vatican, Majella s'est donné les moyens pour maintenir la communication avec les leaders de groupes religieux aussi importants que le Candomblé.

Dans le domaine social, en 1999, Majella a critiqué énergiquement les politiques économiques du gouvernement du président Fernando Henrique Cardoso. « C'est un grand souci pour l'Église, dit-il, que le maintien du Plan Real [qui a rattaché la monnaie nationale, le real, au dollar] ait entraîné du chômage et une plus grande souffrance pour le peuple.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2464.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *Noticias Aliadas*, février 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.